

Je pourrais citer d'autres chiffres, mais, assurément, le ministre et ses collègues ne sont pas assez naïfs pour s'imaginer des criminels allant enregistrer leurs armes avant de commettre leurs méfaits. Les personnes qui se soumettront à cette loi, seront les citoyens honnêtes, ceux-là mêmes pour qui cette mesure est totalement et absolument inutile.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mazankowski:** Il existe de meilleurs moyens de lutter contre le crime sans matraquer l'innocent, le propriétaire d'armes à feu respectueux de la loi. Vraiment, monsieur l'Orateur, les chasseurs, les amateurs de tir et les collectionneurs d'armes à feu ne sont pas des criminels. Se montrer ferme et rigoureux à l'égard des meurtriers et des criminels, ce serait la première mesure positive apte à enrayer l'aggravation du crime et de la violence. Il faudrait renforcer et mieux appliquer la loi qui vise à réprimer ceux qui menacent d'utiliser ou ont utilisé la violence, et sous cet aspect, j'approuve les dispositions du bill. Mais l'honnête propriétaire d'une arme à feu, dans cette situation, ne doit pas servir de bouc émissaire.

Il me semble qu'on fait énormément de relations publiques à cet égard. Le gouvernement a mis des gants blancs pour traiter avec les criminels et voilà qu'il refuse de prendre cette précaution pour l'honnête possesseur d'une arme à feu. Il a tenu compte des réactions hystériques provoquées par certains incidents tragiques qui se sont produits depuis environ un an. Si ces incidents n'avaient pas été liés à l'usage de fusils, ils auraient peut-être été liés à l'usage d'une autre arme, une bombe par exemple. A mon avis, si une personne doit ou veut absolument tuer, elle tuera d'une façon ou d'une autre, que ce soit avec un fusil, une bombe, une massue, un couteau ou son poing. Voilà le nœud du problème, et c'est le problème que ce bill ne tente pas de régler.

● (1700)

En ce qui concerne les accidents avec les armes à feu, il y a certainement lieu de faire des progrès à cet égard, en améliorant, par exemple, les programmes éducatifs sur la sécurité. Je suis en faveur de tels programmes, comme d'un système national uniforme de formation et d'examen en matière de maniement d'armes à feu pour les citoyens. De tels cours devraient être obligatoires, mais ce bill n'en parle pas et rien n'indique qu'on songe à appliquer de pareilles mesures. Je le répète, nous devons appliquer plus strictement les lois existantes et moins dorloter les criminels. Des lois plus sévères sur les armes à feu ne réduiront pas le crime, mais l'application des lois existantes y parviendra.

Permettez-moi de parler quelques minutes des droits de l'homme par rapport à ce projet de loi. Le bill même constitue un autre empiètement sur les droits fondamentaux de l'individu et les libertés civiles des Canadiens. Telle fut l'empreinte du gouvernement actuel. Nous avons eu une sorte de censure de la presse, que nous avons débattue à la Chambre il y a environ un mois. Nous avons eu un programme de contrôle des prix et des salaires qui était tout d'abord sélectif, mais qui est maintenant devenu universel et menace de devenir permanent. Nous nous sommes écartés d'une économie de libre marché. Il y a de plus en plus d'interventions du gouvernement, d'enrégimentation, d'inspecteurs et de statistiques. Les affrontements se multiplient entre le secteur des affaires et le gouvernement, le gouvernement et le salariat, et nous avons de plus en plus tendance à dépersonnaliser le Cana-

### Répression de la criminalité

diens. Nous avons plus de licences, de permis, de bureaucratie et de frais. On nous dit que le programme d'enregistrement des armes à feu à New York coûte environ \$100 par personne.

**Une voix:** D'où tenez-vous cela?

**M. Mazankowski:** De statistiques. A l'allure où le gouvernement accélère ses dépenses, il en coûtera davantage, aux Canadiens. Le parti libéral fédéral ne peut plus s'estimer le défenseur des libertés civiles et des droits individuels. M. Don Klein, libéral de longue date d'Edmonton—il y en a encore un ou deux en Alberta—a écrit dans le *Journal d'Edmonton*:

Ce bill ne prévoit pas le contrôle des armes à feu, mais le contrôle de la population: c'est une atteinte aux libertés civiles des citoyens respectueux des lois.

**M. Sharp:** Tout comme les permis de voitures.

**M. Mazankowski:** On pourrait en parler lors d'un autre débat sur la sécurité. M. Klein ajoute:

Ce barrage interminable de mesures législatives inutiles, tel le projet de réglementation des armes à feu, auquel nous devons faire face tous les jours de notre vie, engendre un profond irrespect des lois du pays.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mazankowski:** Un autre homme, M. E. L. Willson, de Tofield, Alberta—je ne sais au juste quelles sont ses convictions politiques écrit ce qui suit—

**Une voix:** Où est-ce?

**M. Mazankowski:** Si vous voulez venir visiter cette grande province, je pourrais vous accompagner et vous montrer où est Tofield. M. Willson écrit:

Je crois fermement que si cette mesure législative restrictive visant le contrôle des armes à feu est édictée, le gouvernement du Canada aura

- 1) créé d'un seul trait de plume la loi non exécutoire la plus coûteuse jamais inscrite dans nos recueils de lois
- 2) créé une monstrueuse société nouvelle de criminels (composée d'anciens citoyens respectueux des lois qui en ont assez de mesures injustes)
- 3) fait un pas de géant vers la création d'un État totalitaire; après tout, y a-t-il un pays plus facile à prendre qu'un pays désarmé?

Je dirai en terminant, monsieur l'Orateur, que l'on a décrit le projet de loi à l'étude de diverses façons. On l'a qualifié de trompeur, de ridicule, d'inutile, d'irritant, d'absurde, d'assassin, de pitoyable, de coûteux, d'accablant et de sans valeur. Ce ne sont pas là les qualificatifs que je lui accole, mais un assortiment des qualificatifs que j'ai relevés dans un certain nombre d'articles de journaux sur le sujet. Je soutiens que tous ces qualificatifs sont justes et appropriés.

Cette mesure législative va créer un énorme appareil bureaucratique pour le gouvernement, la police, le commerce et le public. Son application va coûter des millions de dollars, sans pour autant diminuer le crime et la violence. Un policier de la ville d'Edmonton, l'inspecteur en chef Mitchell, a affirmé que la législation canadienne en matière d'armes à feu est déjà sévère et que nos recueils de lois sont déjà encombrés de telles lois. Voici ce qu'il a dit: Nous enlevons à des gens leurs armes à feu tous les jours et le lendemain, nous les retrouvons encore armés dans la rue: on est bien trop indulgent avec eux.